

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Même si la pandémie de COVID-19 n'a pas durement frappé le Togo, elle a stoppé le dynamisme de sa performance économique. Le PIB réel, qui avait progressé de 5 % en 2018 et de 5,5 % en 2019, n'a crû que de 0,4 % en 2020, résultat de la chute des investissements directs étrangers, des investissements financiers, des envois de fonds privés et du ralentissement du commerce mondial. Malgré une politique monétaire prudente, l'inflation a plus que doublé, passant de 0,7 % en 2019 à 1,6 % en 2020, principalement à cause de perturbations de l'offre. Le déficit budgétaire a fortement augmenté, passant de 0,8 % du PIB à 4,7 % du PIB, avec la chute des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses de santé, résultats des efforts du gouvernement pour combattre la pandémie. Le déficit du compte courant a légèrement augmenté, de 2,2 % du PIB en 2019 à 3,2 % en 2020. Le ralentissement des importations a permis de maîtriser l'augmentation du déficit de la balance courante.

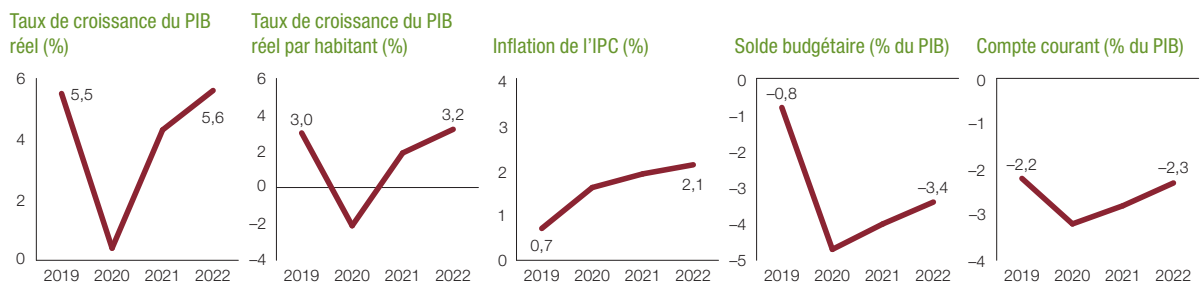
Perspectives et risques

L'économie togolaise repartira rapidement, à condition que la pandémie s'affaiblisse et que la croissance de l'économie mondiale reparte à la hausse. Dans ce scénario, le PIB réel augmenterait de 4,3 % en 2021 et de 5,6 % en 2022, stimulé par le secteur agricole, le rétablissement des investissements dans les secteurs des transports, de l'énergie et le secteur manufacturier. L'inflation devrait rester élevée par rapport aux niveaux d'avant la pandémie, à 1,9 % en 2021 et 2,1 % en

2022. Le déficit budgétaire ne s'améliorerait que lentement, car le gouvernement maintiendra le niveau des dépenses publiques pour soutenir l'investissement et la reprise des activités économiques. Le déficit budgétaire serait de 4 % du PIB en 2021 et de 3,4 % en 2022. Il est prévu que le déficit soit financé par un effort d'efficacité dans la perception fiscale, notamment en assurant un meilleur suivi des exonérations et de la base imposable. Le déficit de la balance courante devrait baisser à 2,8 % du PIB en 2021 et à 2,3 % en 2022, avec l'augmentation des exportations.

Questions et options de financement

Le risque de surendettement est modéré. La consolidation fiscale mise en œuvre de 2017 à 2019 et la restructuration de la dette pour allonger les échéances des emprunts ont permis de faire passer le ratio dette/PIB de 80 % en 2016 à 68,67 % en 2019. La dette intérieure représente 65,8 % de l'encours de la dette publique. Grâce à d'autres ajustements techniques et une nouvelle extension des échéances auprès de certains créanciers dans le cadre de la pandémie, le ratio dette/PIB est tombé à 57,8 % en 2020. La reprise de l'économie et des investissements publics ainsi que le paiement des échéances différées augmenteront le ratio de la dette à 60 % du PIB en 2021, avant que ce dernier ne se stabilise aux alentours de 57 % du PIB sur la période 2022–2025. L'analyse de soutenabilité de la dette effectuée récemment par le gouvernement togolais indique un risque modéré de surendettement extérieur, mais un risque élevé de surendettement public global, en raison du niveau élevé de la dette intérieure.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.